

« La genèse et la vie des partis politiques iraniens à travers les révolutions iraniennes »

Hadi DOLATABADI

Doctorant en science politique

IEP de Lyon – Université Lumière Lyon II

UMR 5206 Triangle

Résumé :

Les vrais partis politiques iraniens sont nés au début du XX^e siècle après la victoire des constitutionnalistes qui ont transformé la monarchie absolue en monarchie constitutionnelle. En plus du rôle des intellectuels qui avaient connu les systèmes gouvernementaux des pays européens et la fonctionnalité des partis, le clergé chiite a joué un rôle important et vu la légitimité dont ils profitaient ont pu mobiliser le peuple qui aspirait les réformes. Du Mouvement de Tabac à la question de la nationalisation de l'industrie pétrolière, les religieux ont toujours pu réunir différentes couches de la société, ouvriers, bazaris (commerçants des bazars), employés, etc. malgré la méfiance dont les intellectuels faisaient preuve à leur égard. Les moments où ces deux éléments importants de la société iranienne du XX^e siècle étaient les plus épanouissants et leur éloignement aboutissaient à des échecs. Les partis politiques iraniens n'ont jamais pu influencer profondément tout le peuple, au bout d'un certain moment un propos antireligieux ne permettait pas de garder la confiance chez le peuple iranien qui étaient très fidèle à l'égard des grands religieux.

Ni le système bipartisme royal ni le monopartisme monarchique du régime de Mohammad Reza chah n'ont pu attirer le peuple. En effet, le manque de la base social des partis qui étaient formés à l'initiative des intellectuels et des politiciens pro-royal éloignait le peuple. Seul le parti *Toudeh* et quelques groupes armés qui avaient leur racine dans le peuple et la couche basse de la société ont pu attirer les gens. Mais ces partis ne pourront pas développer leurs activités à cause des idées radicales qu'ils manifestaient.

La révolution islamique a renversé 2500 ans de monarchie et a libéré le peuple, mais quelques partis qui avaient coopéré pour la révolution ont été chassés du pouvoir pour différentes raisons.

Mots clés : partis politiques iraniens, Révolution islamique, , révolution constitutionnelle

De 1906 à 1979, date à laquelle la Révolution Islamique iranienne en finit avec tout signe monarchique, qu'elle soit constitutionnelle ou non, l'Iran vivra des événements marquants qui vont laisser de grands impacts sur les partis politiques et influenceront leurs activités. La Révolution Islamique, quant à elle, sera suivie du choix d'un gouvernement plébiscité, soit la République Islamique d'Iran, qui devra valoriser plus le poids du peuple en organisant des élections et faisant contribuer dans un premier temps des partis politiques à l'aide desquels elle a vu même le jour et ensuite en exerçant certaines limites.

Dans cette communication, nous allons essayer de dresser une étude diachronique des moments clés de l'histoire contemporaine d'Iran qui ont marqué le destin et les activités des partis politiques iraniens ainsi que les approches de ceux-ci et le destin qui leur est réservé par la suite.

1. La Révolution Constitutionnelle

L'Iran qui, sous le nom de la Perse, faisait rêver les Européens sous la plume de Montesquieu qui se demandait « comment on peut être persan ? », était jusqu'à la deuxième moitié du 19^e siècle à l'écart des débats du monde moderne. La société traditionnelle iranienne vivait sous des monarchies plus ou moins légitimes aux yeux du peuple. Depuis l'époque des Safavides, au XVI^e siècle, où la cour royale a annoncé le chiisme comme la religion officielle de l'État, les religieux soutenaient plus l'ordre royal. Or, la dynastie de Qadjar qui a commencé son règne vers la fin du XVIII^e siècle fut, malgré 150 ans de règne, le symbole des gouvernements instables et présenta des portraits de despotes-débauchés. Ainsi les dépenses de la cour royale excédèrent pour financer les loisirs des rois à l'instar des tournées européennes de Nasser-eddine Chah.

Avec le voyage du roi en Europe et les apports qu'il voulut transmettre à la société iranienne, le regard du peuple tourna vers l'au-delà des frontières. Les critiques et des combats contre l'attitude royale, les défaites colossales face aux troupes étrangères de Russes ou de Britanniques ainsi que celles mettant en question les traités humiliants partageant le territoire national entre les vainqueurs et conclus par la suite des échecs militaires aboutirent à l'exil des figures qui, désormais, continuèrent leur combat depuis l'étranger d'autant plus que cet éloignement du pays et le rapprochement vers l'occident leur donna l'occasion de connaître mieux les sociétés modernisant de l'Occident telle la France, la Grande Bretagne ou l'Allemagne ou même celles des voisinages du pays, comme la Russie ou l'empire Ottoman. Ce ne fut pas seulement des exilés qui, de retour, réalisèrent la transmission des nouvelles

valeurs à la société iranienne ; nombre de personnalités se rendirent à l'étranger pour continuer leurs études dans les institutions d'enseignement supérieur européennes. Des séjours qui, fussent-ils courts, formèrent en eux une nouvelle couche pour la société iranienne : ce fut l'heure des intellectuels.

Des premiers efforts pour le changement et la modernisation des institutions qui fussent pourtant sous l'initiative de la cour royale, avec Amirkabir – ayant visité la cour de l'empire ottoman – à sa tête en tant que chancelier, aboutirent à la création de la première Polytechnique enseignant les génies, les langues, les sciences, à l'apparition du premier journal officiel de l'État et l'ouverture des lignes de fabrication des armements pour n'en citer que quelques-uns. Disgracié par le roi sous l'impulsion de la mère de celui-ci et les autres gens de l'aristocratie qui se voyaient privés de leur privilège dont les dépenses fussent désormais destinées à faire avancer le pays, Amirkabir fut renvoyé, exilé et ensuite assassiné pour que ses objectifs soient entravés.

Ervand Abrahamian l'auteur de l'ouvrage « IRAN Between Two Revolutions » (Iran, entre deux révolutions) présente deux grandes figures du XIX^e siècle ayant nourri la nouvelle aspiration de la société iranienne, réaliser des réformes dans la gestion du pays et chasser les étrangers qui, par la suite de maintes traités, s'étaient réservés les prérogatives au détriment de l'intérêt national du peuple. Il s'agit de Seyed Djamal-eddin Assadabadi (connu aussi sous le nom de *Afghani*) et Mirza Malkom khan. (Abrahamian : p. 80)

Assadabadi (1803-1897) ayant fait différents séjours en Indes, il y constata la force de la rébellion et la confrontation du peuple indien face aux Britanniques ; ce qui le poussa à encourager les nations musulmanes à se dresser contre les grandes puissances étrangères. D'Afghanistan en Égypte et en Turquie, il fréquenta les cours royales afin d'inciter des monarques à s'allier contre les étrangers. Il passa aussi quelques années en Europe et de retour se rendit en Iran vers 1886 jusqu'à 1890 avant d'être exilé en terres de l'empire ottoman à la suite de l'organisation des discours encourageant les intellectuels et les religieux à combattre pour mettre en place des réformes au sein de la monarchie.

Quant à Malkom khan (1833-1908), il fut le fils d'un instituteur de langues anglaise et française dans la cour royale. D'une famille arménienne d'Ispahan, il reçut des enseignements catholiques dans une école française avant de recevoir une bourse pour étudier le génie en France. De retour en Iran, il joignit les enseignants de Polytechnique et trouva sa place dans la cour de Nasser-eddine chah lui poussant à faire des réformes basées sur les lois : création

d'une banque étatique, création d'une armée, mise en place d'un système fiscal et d'un conseil législatif pour légiférer les lois. Ayant connu la franc-maçonnerie en Europe, il fonda « la maison de l'oubli », une association dans laquelle les questions politiques étaient pour la première fois posées. Sous l'impulsion des religieux qui condamnaient ses activités, il fut exilé en empire ottoman jusqu'en 1871. De retour, il devint le conseiller spécial de la cour vu l'intérêt que le roi montrait pour les réformes, poste qui ne dura pas longtemps ; il sera ambassadeur iranien à Londres. À la suite d'un scandale de loterie, il perdit aussi ce poste, événement qui l'influença et lui donna une plume virulente. Pour transmettre ses idées en Iran, il fonda le journal persanophone *Ghanoun* (« loi » en persan) qui sera tout de suite très populaire en Iran au point que de peur des idées révolutionnaires qui étaient exprimées fréquemment, il fut interdit au bout d'un certain temps. Malkom khan exaltait dans ses écrits les privilèges des lois et mettait en question le despotisme royal qui n'agissait que selon ses idées et celles de son entourage corrompu.

Ainsi les idées de réformes de Malkom khan et nombre d'autres intellectuels exilés en Europe arrosèrent l'arbre de l'aspiration constitutionnelle iranienne. En plus des intellectuels, les religieux aussi protestaient les actes royaux à l'occasion de différentes affaires. L'une des affaires dont les percussions de contestation fussent même senties dans l'espace le plus privé du roi soit son sérail, fut l'affaire de Tabac. Les années 1891-1892 étaient donc la scène des protestations du peuple et des religieux surtout qui mettaient en cause la prérogative attribuée au britannique Major Talbot qui avait obtenu le monopole de la commercialisation du tabac pour une période de 50 ans. Les réactions d'Assadabadi, Malkom khan et les journaux comme *Akhtar*, publié à Istanbul, ainsi que les fatwas des ulémas et des grands religieux, notamment Mirza Chirazi, et surtout la grève des commerçants et des *bazaris* (commerçants des grands bazars) ont abouti à un embargo contre la culture, la consommation et le transport du tabac jusqu'au moment où Nasser-eddine chah céda face à la volonté du peuple et annula le contrat.

L'affaire de Tabac montra la nécessité des rôles des intellectuels et les ulémas dans l'unité du mouvement, de l'autre côté les commerçants dont l'intérêt était bien en jeu quand il s'agissait de l'implication des étrangers dans le marché iranien jouaient le rôle de canalisateur en organisation les grèves et fermant les bazars.

Nasser-eddine chah fut finalement assassiné par l'un de ses nombreux opposants et Mozaffar-eddine chah lui succéda. L'état de santé très fragile de ce roi plus ses déplacements en Europe pour les traitements et une liberté relative de la presse. Ainsi les journaux qui

étaient publiés à l'étranger comme *Habl-olmatine* et *Parvaresh* respectivement à Calcutta et au Caire, étaient désormais facilement accessibles dans le pays.

Les grandes figures qui joueront indéniablement des rôles importants dans la prise de conscience du peuple iranien vers leur ambition constitutionnelle à l'instar de Taghizadeh, Parvaresh et Dehkhoda étaient déjà en pleine activités en publiant des journaux, des articles et prononçaient des discours formant ainsi des jeunes esprits prêts à dresser un mouvement qui dotera l'Iran d'un pouvoir législatif élu par le peuple.

La province d'Azerbaïdjan iranienne et la ville de Tabriz ayant été la porte des échanges du peuple iranien avec l'étranger, soit la Russie, la Turquie et l'Europe, les gens de cette région se développèrent plus que toute autre région d'Iran. Ainsi le *Markaz-e gheybi* (« Centre occulte ») à Tabriz se forma et contribuera à l'expansion des idées du parti *Edjtemaioun âmioun* (« les socialistes démocrates ») fondé par nombre d'intellectuels iraniens à Bakou. Ce parti était influencé par le socialisme révolutionnaire russe combattait les causes des ouvriers et la liberté d'expression. En même temps à Téhéran *Majma'e âdamiat* (« Association de l'humanité ») vit le jour avec un objectif triple : le développement du pays, assurer la liberté individuelle et atteindre l'égalité entre les citoyens.

À côté de *Majma'e âdamiat* (« Association de l'humanité ») se forma un Comité révolutionnaire composé de 57 « intellectuels radicaux » comme l'indique Mehdi Malekzadeh (*L'Histoire de la Révolution constitutionnelle*, tome II, pp. 5-18) Ces derniers se sont rassemblés en juin 1904 dans le but de renverser le despotisme et de mettre en place un gouvernement de loi et de justice. Dans ce comité se trouvaient les grandes personnalités, qui joueront des rôles importants dans le mouvement pour la constitution, parmi lesquels nous pouvons nommer Malek-ol-motakallemine, Seyed Djamal-eddine Esfahani, Mirza Yahya Dowlatabadi, Sardar Ass'ad Bakhtiari.

Vu l'importance des religieux et des ulémas dans le mouvement dit de Tabac contre les décisions royales et l'ampleur que ce mouvement a connue à la suite du parti pris des ulémas et des fatwas interdisant l'usage de tabac, les intellectuels se sont rapprochés de certains religieux afin de faire avancer leurs idées profitant ainsi de leur popularité. Il s'agissait le cas de Seyed Abdollah Behbahani et Seyed Mohammad Tabatabaï, deux des trois grands religieux installés à Téhéran. Le fils de ce dernier, Mohammad Sadegh Tabatabaï, ayant vécu quelques années à Istanbul, était l'intermédiaire entre l'Association Occulte, les bazaris et les ulémas.

Au début du XX^e siècle, le contexte se préparait déjà à la victoire du mouvement révolutionnaire qui se composait peu à peu. La couche moyenne traditionnelle qui prenait ses distances avec la cour du point de vue idéologique, politique et économique ainsi que les intellectuels rejetant le passé sous l'influence des idées nationaliste, laïque et révolutionnaire. Malgré les différences dans les points de vue et approches, ces deux groupes avaient un objectif commun : en finir avec le despotisme ; et il ne manquait qu'une étincelle qui mettrait le feu aux poudres.

Pour parler brièvement des événements qui ont abouti à l'établissement de la Constitution, nous pouvons évoquer : l'augmentation des taxes, la forte inflation et le mécontentement des commerçants vis-à-vis le responsable belge des douanes, en printemps 1905, qui ont abouti à la manifestation des bazaris et ensuite en novembre de la même année, la punition physique de deux grands commerçants de sucre de Téhéran qui étaient des gens respectables dans le bazar de Téhéran. Cette nouvelle a bouleversé le bazar et 2000 commerçants et religieux se sont rassemblés dans un mausolée réclamant leurs demandes de renvoyer le préfet de Téhéran, licencié Nose, le chef belge des douanes, la mise en place de charia et d'une maison de justice ; les demandes que le roi acceptera après un mois mais ne saura pas réaliser, ce qui a abouti à une nouvelle étape des protestations en été 1906. Ces protestations pendant lesquelles un jeune religieux a été tué ont suivi l'interpellation d'un orateur religieux contre le gouvernement. Une nouvelle série de manifestation a été la scène sanglante des confrontations des gens et la police faisant 22 tués et une centaine de blessés. Une partie des ulémas ont quitté Téhéran pour rejoindre Qom (la ville des grandes écoles religieuses à 100 km de Téhéran) et une autre partie à qui se sont ajoutés des milliers de commerçants, d'étudiants, d'ouvrier se sont rendus dans le jardin de l'ambassade britannique essayant ainsi faire entendre leur demande à Mozaffar-eddine chah. Les intellectuels ont profité de l'occasion et fait des discours à l'éloge des systèmes de gouvernements constitutionnels européens. Au bout de trois semaines, le roi a finalement cédé devant la demande des protestataires qui voulaient désormais la mise en place d'une assemblée nationale au lieu d'une maison de justice.

Ainsi le décret royal donnant naissance à la première assemblée nationale iranienne a été signé le 6 août 1906 par Mozaffar-eddine chah. Le 5 octobre, le roi a participé dans la cérémonie inaugurale de l'assemblée dans le palais Golestan et la première Constitution, préparée après beaucoup de discussions à l'assemblée a été signé par le roi le 31 décembre 1906 qui mourra cinq jours plus tard.

Jusqu'ici le rôle des ulémas et des commerçants était plus important que les intellectuels même si c'était ces derniers qui ont canalisé les protestations pour en arriver à la mise en place d'une assemblée. Mais les événements qui se sont suivis ont montré l'importance des intellectuels qui désormais avaient recours aux journaux et périodiques – leur nombre dépassant de six avant vers une centaine après la création de l'assemblée – pour diffuser leurs idées. Ils avaient pu aussi obtenir quelques sièges dans l'assemblée qui se composait de trois groupes : les royalistes minoritaires, les modérés majoritaires soutenus par les commerçants et les religieux et les libéraux composés représentant les intellectuels dirigés par Taghizadeh.

Avec la mort du roi, son fils Mohammad Ali Mirza est arrivé au pouvoir. Celui-ci en n'ayant pas invité les députés dans la cérémonie d'investiture et se tournant vers la Russie et la Grande Bretagne s'est montré sévère face à l'assemblée et a par la suite refusé de signer et d'appliquer le complément de la Constitution préparée par les députés sur le modèle de la constitution belge en ajoutant aussi un comité composé des députés religieux de l'assemblée, au nombre de cinq, qui seraient choisis par les ulémas.

Le court despotisme

Vu l'influence grandissante des religieux dans l'assemblée laissant des impacts sur les articles du complément de la Constitution, les intellectuels, qui étaient en minorité à l'assemblée, ont commencé à attaquer les religieux dont Fazollah Nouri les accusant de vouloir profiter financièrement de l'occasion de la constitution. Les articles antireligieux de quelques journaux, à l'instar de *Sour-e Esrafil* et *Habl-olmatin*, ont compliqué la relation de ces deux groupes. Il y eut des confrontations entre les partisans des deux groupes et l'opinion publique, encore soutenant la religion et les traditions, tourna ainsi le dos aux « constitutionnalistes » qui, quant aux religieux, étaient contre islam et hérétiques. Profitant de ce dissentiment, le roi qui avait bénéficié de quelques financements a renforcé sa force militaire et a ordonné le bombardement de l'assemblée, tâche effectuée en juin 1907 par la brigade de cosaques dirigée par le colonel russe Liakhov ; Téhéran était ainsi aux mains des royalistes et le roi a dissous l'assemblée.

Cette période n'a pas duré longtemps, car en province, notamment à Tabriz, Ispahan, Kermanschah et Rasht, les intellectuels sont arrivés à réunir les esprits révolutionnaires autour d'eux mettant en valeur les idées socialistes et se dotant des groupes armés. Ces derniers dirigés par les figures comme Yaprakhan de Rasht et Samsam-ossaltaneh d'Ispahan et

Sardar As'ad de Téhéran d'une part et Sattar khan et Bagher khan de Tabriz de l'autre, ont organisé une expédition vers Téhéran et bénéficiant de l'aide d'une minorité des révolutionnaires qui étaient restés dans la ville ont pu y entrer et chasser le roi qui s'est réfugié à l'ambassade russe.

Ainsi une assemblée provisoire composée de cinq cent ex-députés, combattants, commerçants et libéraux a détrôné le roi et nommé son fils comme son successeur. Maintes modifications ont été portées à la Constitution notamment en augmentant les sièges des députés de provinces et supprimant les représentants de différents syndicats commerçants pour donner plus largement la place aux représentants du peuple. Ainsi le mouvement pour Constitution a pu installer en novembre 1909 une assemblée assez puissante, celle qui verra les vrais groupes et partis politiques naître au sein de son institution.

Le début des vrais partis

Vu les problèmes dus à la multiplicité des petits groupements politiques et des associations qui n'étaient pas en faveur de l'unité de l'assemblée face au roi, les révolutionnaires ont essayé de s'organiser dans le cadre des vraies institutions politiques. Ainsi deux grands partis politiques ont vu le jour : le **parti démocrate** (*demokrat*) dont l'ancêtre était *Edjtemaioun âmioun* (« les socialistes démocrates ») et dirigé par Taghizadeh, Soleyman Mirza, Mossavat était un parti qui essayait de développer les idées socialistes dans le cadre de l'assemblée en prenant des couleurs religieuses pour ne pas être la victime des critiques des ulémas. Le deuxième grand parti était le parti *Edjtemaioun étédalioun* (« les socialistes modérés») dont les grandes figures étaient Sadegh Tabatabaï, Dekhoda et soutenu par les religieux Behbahani et Tabatabaï. Ce parti s'est divisé en deux branches, les libéraux et les religieux, lors de la troisième législature. Dans son ouvrage intitulé *La brève historique des partis politiques* Bahar écrit : « le parti démocrate était en bonnes termes avec les Britanniques et le parti modéré s'entendaient bien avec les Russes. » (Bahar : p. 10.)

À la suite de la première guerre mondiale les troupes étrangères ont envahi le territoire iranien malgré la neutralité que le roi avait annoncée. Cette présence a divisé les démocrates entre ceux qui voulaient établir la négociation avec les Allemands et ceux qui voulaient s'adresser aux Ottomans.

En 1921, la quatrième législature a vu la création du parti **socialiste** qui, minoritaire, a fait face au parti des **réformateurs** qui étaient composés des démocrates et des grands

hommes politiques de l'ancien parti *Edjtemaioun étédalioun* (« les socialistes modérés»). En plus de ces deux partis, les députés de provinces sous l'impulsion du ministre de la guerre se sont réunis d'abord autour du groupe des démocrates indépendants pour ensuite changer de nom et prendre le titre du parti de **Tadjadod** (modernité) composé pour la grande partie des jeunes réformateurs diplômés des universités occidentales.

Le parti Tadjadod qui développait les idées de laïcité et cherchait à expulser les religieux de la scène politique a pu obtenir la majorité lors de la cinquième législature, essayant ensuite de renverser la dynastie de Qajar et de mettre en place ensuite une république avec le soutien du chef de l'armée, Reza khan qui sera le futur roi. En mars 1924, le pays était en plein débat favorisant la république par des manifestations, réunions, discours, articles, etc. Or une querelle entre Bahrami, député de parti Tadjadod et Modarress un député religieux sur la question de la république contre laquelle ce dernier s'était prononcé, a perturbé la séance, Bahrami gifla Modarresse et la nouvelle étant diffusée à l'extérieur de l'assemblée a fait scandale. Le parti Tadjadod a perdu la majorité vu les membres qui se séparaient et la république qui allait se mettre en place a été entravée à la suite de cet événement. Reza khan, à l'époque premier ministre a renoncé à son projet de changement du gouvernement et s'est finalement contenté de détrôner Ahmad chah et créer la dynastie Pahlavi en s'investissant comme roi d'Iran en mai 1927 malgré l'opposition de Modarress et Bahar, les grandes figures de la minorité de l'assemblée. Sauf Modarress et sept autres candidats de même pensée qui seront élus, les autres députés qui s'étaient opposé changement de régime ne pourront pas se présenter à l'élection suivante du fait de cette opposition.

Le parti communiste :

Les débuts des tendances communistes en Iran reviennent aux activités du « Comité de Justice » formé à Bakou en 1917 à l'initiative des ouvriers iraniens de l'industrie pétrolière dirigé par Heydar khan. Avec l'arrivée de l'armée rouge en 1920 au nord d'Iran, les activités de ce groupe prend son ampleur et le premier congrès du futur parti communiste iranien a eu lieu le 23 juillet 1920. La république socialiste de Guilan fut un effort voué à l'échec pour l'installation de ce parti en Iran, l'armée centrale commandé par Reza khan à peine un an après l'annonce de sa création. Heydar khan et Mirza Koutchak khan Djangali (chef du mouvement de milice de forêt du nord) furent tués et le centre des activités des communistes iraniens s'est déplacé à Bakou. Avec la mort de leurs leaders, les communistes ont changé de stratégie et au lieu des combats armés ont commencé à entrer dans les esprits. Ainsi en 1925, six journaux communistes publiaient dans différentes villes d'Iran dont Haghghat à Téhéran,

Peykar à Rasht, Nassihat à Qazvin, Seday-e Chargh à Machhad. (Abrahamian : 161)
D'ailleurs différents syndicats dans tous le pays se sont intégrés au mouvement qui va jusqu'à organiser son deuxième congrès en 1927 à Oroumieh.

En juin 1931, à la suite d'un projet de loi présenté par le gouvernement de Reza khan, une loi est passée à l'assemblée sanctionnant les agents œuvrant contre la sécurité et l'indépendance du pays. Cette loi qui avait comme cible précis les communistes a interdit toute activité et propagande des organisations communistes.

Le règne de Reza chah :

La sixième législature commençant ses activités sous le règne de Reza chah s'annonçait marginalisée. Nombre de députés avaient gagné l'assemblée à la suite de la pression et des menaces sur les électeurs. Désormais, on ne voyait pas de vraies activités de la part des partis politiques, des opposants et des partisans, au sens propre du terme ni à l'assemblée ni dans la société et les journaux libéraux et indépendants étaient désormais interdits. Seul le parti socialiste et le groupe parlementaire de Tadjadod avaient des activités. La septième législature était encore pire ; seuls les députés partisans de l'ordre royal ont pu gagner les sièges de l'assemblée, situation qui a duré pendant 15 ans. (Nozari : 16)

Ainsi dans les années à venir, quand Modarress et ses collègues religieux n'ont pas pu occuper les sièges d'assemblée, le parti des **réformateurs** est dissous, le parti Tadjadod, qui avait aidé Reza khan à prendre le pouvoir a changé de nom, d'abord **Iran-no** et ensuite **Taraghi**, avant de se voir complètement priver d'activités vu les sentiments républicains dangereux qui se développaient au sein de ce parti. (Abrahamian : 172-173)

Pendant son règne, Reza Khan a mis en place nombre de réformes en vue de moderniser le pays, les réformes qui ont touché aussi bien les infrastructures du pays (routes, chemin de fer, usine, banque, assurance, réformes des terres agricoles etc.) que les structures de la société (l'interdiction du port de voile, enseignements, université, etc.). Certains de ces réformes étaient à la suite de son voyage en Turquie de Kamal Mostafa (Atatürk) qui l'a impressionné avec la modernisation de son pays.

Durant cette période, nombre de grandes personnalités politiques ont été emprisonnées, exilées ou exécutées, les tribus nomades éparpillés et les féodaux renforcés pour quelques-uns condamnés pour quelques autres. Maints affrontements ont opposés la police et les contestataires qui protestaient par exemple les taxes élevés, l'interdiction de voile, l'exécution et l'arrestation des opposants, etc. L'une des arrestations les plus importantes s'est passée en mai 1937 avec 53 personnes interpellées, dont cinq libérées, sous prétexte d'avoir mis en place une organisation communiste, publié la déclaration de 1^{er} mai et

traduire les œuvres de Marx. Ce seront ces personnes qui formeront plus tard le noyau central du parti *Toudeh* (masse).

Seconde Guerre mondiale et la fin de règne de Reza chah

Avec le commencement de la Seconde Guerre mondiale, l'Iran a encore annoncé sa neutralité, mais les frontières iraniennes avec l'Union soviétique qui encourageaient les troupes des alliés à ravitailler les troupes russes via le Golfe Persique et ensuite le territoire iranien ainsi que la présence des Allemands en Iran, ont abouti à l'occupation du pays par les troupes britanniques et russes au bout de trois jours. En septembre 1941, Reza chah, accusé d'avoir gaspillé la richesse nationale et tué le peuple par les mêmes députés qu'il avait « nommés », abdiqua la couronne et quitta l'Iran. Le prince héritier, Mohammad Reza, succéda son père. Une nouvelle ère d'activité des partis politique commençait.

Règne de Mohammad Reza chah, première période 1941-1953

Le jeune roi qui avait fait ses études supérieures en Suisse, a essayé de rétablir l'ordre dans le pays en revenant sur les décisions de son père. Il a pardonné les prisonniers politiques et a libéré 1250 opposants, a redistribué les terrains qu'il avait hérités de son père parmi les ex-proprétaires, a laissé le choix du premier ministre à l'assemblée, a réorganisé l'armée et s'est réconcilié avec les féodaux et aristocrates. (Abrahamian : 217-218)

Au lendemain de son arrivé au pouvoir, la 13^e législature allait se former et nombre de nouveaux groupes politiques se préparaient. L'assemblée a commencé ses activités avec quatre groupes parlementaires, dits, fractions : fraction de l'Unité nationale, la Patrie, Azerbaïdjan et Justice. La fraction de l'Unité nationale représentait une partie de l'arstcratie, la Patrie des féodaux et commerçants du sud et sud-ouest, fraction d'Azerbaïdjan dirigée par quelques aristocrates qadjars et la fraction de Justice représentait les intellectuels de l'ancienne génération. Ces trois dernières fractions se sont alliés en mars 1941 pour renverser le premier ministre Foroughi, la première proposant Zia avec le soutien britannique, la seconde Ghavam avec le soutien de l'ambassade russe et la troisième Soheyli avec le soutien américain. C'est ce dernier qui obtiendra le plus de voix mais cédera au bout de six mois sa place à Zia, un politicien pro-britannique. Mais il faut attendre la 14^e législature pour une nouvelle donne de la scène politique. (Abrahamian : 222-223)

Le parti *Toudeh*, les communistes de retour

En septembre 1941, le parti *Toudeh* (masse) a été créé à la suite de la libération des prisonniers politiques y compris les membres communistes du groupe de 53 personnes. Le 29 septembre 1941, ce parti a été créé à Téhéran dirigés par Soleman Mirza, Eskandari et Alamoti. Le titre de ce parti était dépourvu de tout signe ayant trait au communisme pour

échapper à la loi interdisant les activités des groupes de cette idéologie. Ils ont eu pour objectif de combattre contre le retour de despotisme. Pour échapper à toute attaque et critique, dans sa manifeste, le parti *Toudeh* se disait croyant à l'islam alors que leur tendance suivait les lignes de pensée marxisme-léninisme. (Nozari : 29)

Dans les élections de 14^e législature, les candidats du parti *Toudeh* ont pu gagner huit sièges pour les circonscriptions des villes du nord d'Iran. Le parti pris des députés de *Toudeh* dans la question de l'attribution de la concession du pétrole de nord était double : ils se sont tout d'abord opposés à toute concession à un pays étranger quand les Américains avaient fait la demande, mais se sont dit d'accord avec le principe de la concession sous réserve d'en examiner les conditions, une fois que l'Union soviétique s'est dite prête à exploiter cette concession, tandis que dans leur manifeste ils s'étaient prononcé contre tout pouvoir étranger colonisateur. Ainsi ce parti a reconnu les prérogatives données à la compagnie britannique du sud afin d'assurer les intérêts soviétiques au nord d'Iran et donc s'était donné comme objectif d'imposer son poids dans les relations irano-russe et irano-britannique, assurer la sécurité de l'Union soviétique qu'il considérait comme un pouvoir non-colonisateur. (Nozari : 34-36)

En octobre 1945, la branche de la province Azerbaïdjan d'Iran du parti *Toudeh* a annoncé son adhésion à la secte séparatiste « **démocrate d'Azerbaïdjan** » qui avait vu le jour sous l'impulsion des Soviétiques qui n'avaient pas évacué leur troupe du territoire iranien quatre années après la fin de la guerre. Ils souhaitaient ainsi obtenir la concession du pétrole du nord en exerçant la pression sur le gouvernement iranien. Ghavam, premier ministre de l'époque a mené des négociations en parallèle d'un côté avec l'Union soviétique en promettant de leur attribuer la concession et en ajoutant trois ministres communistes du parti *Toudeh* à son cabinet et de l'autre avec les États-Unis leur demandant de soutenir le dossier d'Iran à l'ONU afin que les troupes soviétiques quittent l'Iran. Le plan ayant bien marché, les trois communistes ont été mis de côté par la suite et l'armée iranienne a attaqué les positions des séparatistes d'Azerbaïdjan et Kurdistan dont les chefs se sont enfuis à l'étranger pour ceux qui ont échappé l'exécution. (Nozari ; 38-43) Ghavam qui avait fait créer aussi le parti **démocrate** pour faire face au parti démocrate d'Azerbaïdjan avait fait en quelque sorte un aller-retour entre les deux grandes tendances de la scène politique iranien : un aller vers la gauche en soutenant le parti *Toudeh* avec différents postes attribués et en ayant limité les activités des royalistes et religieux et ensuite il a fait tout ce trajet vers la droite en renvoyant les membres du parti *Toudeh* qu'il avait nommés et interdisant leurs journaux. (Abrahamian : 279-293)

Multiplicité des partis politiques, les gouvernements échus

Les élections de la 14^e législature furent la scène d'une compétition impressionnante de nombres de groupes et partis politiques qui avaient profité de la liberté des premières années de règnes de Mohammad Reza chah pour se former et essayer ainsi de gagner des sièges à l'assemblée. L'ambassade britannique note qu'en 1943 le nombre des partis politiques s'élevait à 42 groupes ; deux ans plus tard, il n'en restait que six : *Toudeh*, *Hamrahan* (Amis, Compagnons), *Iran*, *Edalat* (Justice), *Ettehad-e Melli* (Unité nationale), *Vatan* (Patrie). (Abrahamian : 230-31)

Le parti *Hamrahan* a été créé par la suite du soutien radical du parti *Toudeh* vis-à-vis de l'Union soviétique. Fateh et Naraghi étaient les leaders de ce parti qui était surtout actif au sud d'Iran où les troupes britanniques étaient encore présentes.

Le parti *Iran*, qui présentera l'une des figures les plus emblématiques de l'histoire politique iranienne, était créé sur les bases de l'**Association des Ingénieurs** fondée en septembre 1941. Il s'agit de Mossadeq qui sera élu comme député avec cinq membres de ce parti : Chafagh, Farivar, Zanganeh, Mo'aven, Mo'azzami qui étaient des intellectuels diplômés des universités occidentales soutenant les politiques de Mossadeq et cherchaient à établir une version modérée du socialisme français.

Le parti *Edalat* (Justice), dirigé par Ali Dacht, était composé des anciens intellectuels qui avaient des activités pendant les perturbations des années 20. Un de ces membres dira plus tard que ce parti était créé pour faire face au danger du parti *Toudeh*.

Le parti *Ettehad-e Melli* composé des députés royalistes, changera plus tard de nom et s'intitulera *Mardom* (Peuple) pour faire face au parti *Toudeh*. Le parti *Vatan* a vu le jour en septembre 1943 par Zia qui était en exil pendant un certain temps. Ce parti qui agissait dans le sens des intérêts britanniques, changera de nom et s'appellera *Eradeh Melli* (Volonté nationale) et attirera les commerçants et religieux qui craignaient le pouvoir du parti *Toudeh*.

Cette multiplicité des partis politiques se montrera dans les débats de l'assemblée où les motions de censures succédaient les premiers ministres l'un après l'autre. Pendant deux ans, sept premiers ministres se sont succédé manque d'harmonie au sein des partis politiques présents à l'assemblée. Cette situation sera réglée avec la nomination de Ghavam comme premier ministre qui, comme nous avons vu, a bien réglé la question d'Azerbaïdjan et a expulsé les Soviétiques du territoire iranien.

En 1946, la quinzième législature a connu la présence de trois fractions : parti démocrate détenant la majorité, composé des féodaux et des intellectuels radicaux ; les royalistes avec la fraction de l'unité nationale (*Ettehad-e melli*) et la fraction *Melli* (National) un groupe composé des personnages probritanniques des circonscriptions du sud. Cette

assemblée sera la scène des dissentiments entre les membres du parti démocrate, réunis sous l'impulsion de Ghavam n'étant pas en concert et l'obligera finalement de démissionner. Les premiers ministres l'ayant succédé ne sauront pas tenir longtemps le poste et Mohammad Reza chah profitait de l'occasion pour reprendre les choses en sa propre main. En janvier 1949, ce dernier a fait l'objet d'un attentat dont l'agent serait en relation avec les membres du parti *Toudeh*. Le prétexte étant fourni, le chah a interdit les journaux d'opposition et a exilé ou emprisonné quelques opposants. Il a mis en place aussi l'assemblée de sénat qui le permettait de dissoudre à tout moment l'assemblée nationale. (Abrahamian : 308)

Mossaddeq et le Front national

À la veille des élections de la 16^e législature, un groupe composé des politiciens antiroyalistes, les politiciens en lien avec les commerçants et les jeunes radicaux diplômés de l'Occident à la tête duquel se trouvait Mossaddeq, député à l'époque, s'est rendu au palais royal pour réclamer la tenue des élections libre. Hagir, le ministre de la cour les a accueillis et permis de gérer les perturbations électorales. Ces personnalités se sont réunies par la suite chez Mossaddeq pour organiser une grande coalition nommée le **Front nationale** préparant ainsi les élections à venir. (Darabi : 83)

Mossaddeq a été élu le secrétaire général et un comité a été désigné pour préparer les programme et la manifeste du groupe qui attirera dans les mois à venir quatre partis : le parti d'Iran, le parti *Zahmatkeshan*, le parti de la Nation iranienne, et l'association des Moudjahidine de l'Islam. Les deux premiers partis étaient composés des personnalités qui s'étaient séparées du parti *Toudeh* et démocrate, le parti de la Nation iranienne (*Paniranist*) était créé par un jeune étudiant Forouhar qui réunissait les lycéens militants. L'association des Moudjahidine de l'Islam était dirigée par Ayatollah Kachani, Ghanatabadi un orateur religieux et trois commerçants riches. Un autre groupe qui soutenait Kachani, ne faisant pas pourtant parti du Front national, était *Fadayin-e Eslam* (les dévoués pour l'islam) agissant contre toute forme d'irréligiosité dirigé par Navvab Safavi. Ainsi le Front national était formé de deux courants : la couche moyenne traditionnelle composée des petits commerçants, les religieux et les chefs des syndicats professionnels et la couche moyenne moderne composée des experts, des employés, les intellectuels diplômés, autrement dit les bazaris et les intellectuels avec des objectifs communs : combattre contre le chah, contre la compagnie pétrolière britannique et soutenir Mossaddeq en tant qu'un politicien nationaliste et non corrompu. (Abrahamian : 309-320)

Le Front national se divisait en deux tendances : à droite avec Fatemi et Baghayi qui était contre le communisme et croyaient qu'il fallait cibler le parti *Toudeh*, à gauche avec

Chayegan et Sandjabi qui croyaient que *Toudeh* était un parti libéral contre l'impérialisme et il fallait essayer de les orienter. (Nozari : 63)

La 16^e assemblée, qui sera marquée par la question de la nationalisation de l'industrie pétrolière iranienne, a commencé ses activités en janvier 1950 composée de quatre groupes : les députés de Front national, une fraction pro-britannique, une fraction des indépendants et une fraction royaliste. Quand l'assemblée a accepté la proposition du gouvernement concernant la prolongation du contrat de la compagnie pétrolière Iran-Angleterre, le Front national, soutenu désormais par le parti *Toudeh* a contesté cette prolongation mettant en question les termes du contrat, accusant le gouvernement de vendre les intérêts nationaux à un prix médiocre. Mossaddeq et Ayatollah Kachani encourageaient le peuple à adhérer le combat contre Razmara, premier ministre de l'époque, qui soutenait le contrat humiliant. Il fut assassiné par un des membres de *Fadayian-e Eslam* et Alaa le succéda.

Avec le meurtre de l'un des opposants importants de la nationalisation du pétrole, les efforts de Mossaddeq ont finalement donné leur fruit le 20 mars 1951 avec la ratification d'une loi à l'assemblée chassant les Britanniques des richesses nationales iraniennes. Face à l'incapacité du gouvernement pour mettre en œuvre cette loi, le parti *Toudeh* a organisé une série de grèves et d'émeutes en avril. Mossaddeq sera alors plébiscité comme la seule personnalité étant capable de mener la politique de nationalisation et il sera choisi comme premier ministre. Celui-ci a mis en place une série d'actions pour prendre en main le contrôle des installations pétrolières desquelles les Britanniques seront chassés en septembre et au mois d'octobre il a mené un combat auprès de l'ONU à New-York contre la Grande Bretagne qui avait porté plainte à la suite de ces événements.

Le Front national gagnera un peu moins que la moitié des sièges résistant ainsi face aux attaques menées contre le premier ministre. En juin 1952, le chah n'a pas accepté le ministre de guerre proposé par Mossaddeq, celui-ci le contestant a présenté sa démission, mais sera de retour après cinq jours de protestations encouragées par Kachani. Le 21 juillet fut la scène des manifestations sanglantes pro Mossaddeq qui ont renforcé l'image du premier ministre. Il a réduit par la suite le mandat du sénat de 4 à 2 ans, a diminué les taxes et a passé un référendum pour rendre légitime ses réformes. Les réformes sociales de Mossaddeq telle attribuer le droit de vote aux femmes, ainsi que ses nominations des ministres de l'intérieur, des Chemins, de la culture ou sa demande pour avoir des compétences spéciales pendant 12 mois n'ont pas plu au courant religieux du Front national, dirigé par Kachani et Ghanatabadi qui contestaient et critiquaient clairement ses actions. Quelques officiers d'armées qui étaient licenciés se sont rapprochés des figures séparées du Front organisant ainsi un coup d'État

contre le premier ministre. Le premier effort fut visiblement un échec et les officiers furent arrêtés, le chah ayant gagné Bagdad, le Front national a désigné un comité pour décider du destin du gouvernement royal. Mossaddeq a demandé par la suite à l'armée de faire évacuer les rues des gens qui continuaient de manifester contre le chah. Deux jours plus tard, le 19 août 1953, des membres de *Toudeh* que Mossaddeq avaient délaissés n'étaient plus dans les rues. Mossaddeq sera arrêté puis emprisonné comme nombre de membres du parti *Toudeh* et du Front national, Fatémi sera exécuté et Lotfi ministre de la justice sera tué. (Abrahamian : 329-345) Les conséquences pour les communistes iraniens étaient plus sanglantes du fait que cet événement a marqué un terme aux activités officielles du parti *Toudeh* en Iran si bien qu'au lendemain de ce coup d'État nombre des leaders ont été exécutés, les uns ont été condamnés à perpétuité, les autres ont préféré s'exiler et ainsi les partisans de la gauche se sont dispersés. Mais la chasse aux communistes durera jusqu'en 1958 et quarante membres du comité central qui avaient survécu seront exécutés.

Ce coup d'État intitulé « Opération Ajax – TP-Ajax » du côté des Britanniques et le « Salut du [19 août] » pour le régime du Chah, qui a été conçu, subventionné et dirigé par les services secrets et les représentations américain et britannique en Iran, comme nous le disent aujourd'hui les documents publiés de CIA, a eu comme objectif de riposter les efforts de Mossaddeq contre les intérêts britanniques. En effet, la Grande Bretagne qui voyait ses intérêts en jeu par les efforts de la nationalisation de l'industrie pétrolière iranienne au détriment du monopole dont les Britanniques s'étaient doté pendant des années concernant les richesses du peuple iranien, ont décidé de tirer vengeance. Ainsi le coup d'État a abouti à détronner et exiler le premier ministre Mossaddeq et le remplacer par un militaire, le général Fazlollah Zahedi. Un autre motif qui a incité les Américains et Britanniques à se lancer pour concevoir et réaliser ce coup d'État, c'était la crainte du renforcement du camp des activistes et partisans communistes en Iran et le parti *Toudeh* qui en était le représentant principal.

Règne de Mohammad Reza chah, deuxième période 1954-1964

Oppression et liberté relative

Cette période du règne de Mohammad Reza chah ne connaîtra pas l'activité de vrais partis politiques. Avec l'oppression que Chah a exercée sur le parti *Toudeh* et le Front national, les opposants du régime n'avaient plus de base politique.

Ainsi les dirigeants libérés du Front national à l'instar de Sandjabi, Bakhtiar, Maleki, Forouhar, Bazargan et Ayatollah Taleghani se sont réunis en 1955 et ont formé le **mouvement de la résistance national**. Celui-ci sera encore réprimé en 1957 et ses dirigeants emprisonnés. Avec l'arrivée de Charif Emami (1961-1964) à la tête du gouvernement une certaine liberté

apparaîtra, ce qui encouragera certains militants dont Makki à relancer l'**Association des socialistes** et à former le **deuxième Front national**. Bazargan, Taleghani et certains réformateurs ayant formé le **mouvement pour la liberté d'Iran** en 1962, ont rejoint le deuxième Front qui sera réprimé trois ans plus tard mais arrivera à survivre et en 1966 sera divisé en deux. Le groupe composé des membres du parti Iran qui gardera le nom du deuxième Front et l'autre groupe composé du mouvement pour la liberté, le parti de la Nation iranienne et l'Association des socialistes formeront le **troisième Front national**. Ce dernier développera ses activités parmi les étudiants iraniens de l'Amérique du nord et en France et établira des liens avec les religieux en exil à l'instar d'Ayatollah Khomeini qui, à la suite de ses oppositions virulentes, fut exilé en 1964 en Turquie et puis en Iraq. (Nozari : 94-152)

L'heure des partis royalistes :

Ces groupes n'étaient donc pas les partis politiques et avaient une fonctionnalité d'opposition critiquant le régime. Or, pour combler le vide créé à la suite de la répression des partis politiques, les deux partis pro royalistes, *Mardom* (Peuple) et *Mellioun* (Les Nationaux, nationalistes) furent créés par les premiers ministres en poste, premier par Alam en 1958 et deuxième par Eghbal en 1959. Le parti *Mellioun* jouera le rôle de minorité face au parti *Mardom*, mais sera dissous à la suite des élections de la 20^e législature. *Mardom* a bien perduré jusqu'en 1975 date à laquelle le système de monopartisme royal sera mis en place. Avec la disparition du parti *Mellioun* de la scène politique, le parti *Iran novin* (Nouvel Iran) qui fut formé sur les bases de Kanoun Taraghi (Association de progrès) par Hasanali Mansour et Amir Abbas Hoveyda, les deux vivront plus tard le poste de premier ministre. Ce parti aussi sera intégré dans le système de monopartisme en 1975. (Darabi : 110-111)

La révolution Blanche, les émeutes et le rôle d'Ayatollah Khomeyni

Pour remédier à la crise financière des années 1961-1964, le Chah a mis en place une série de six réformes qu'il proposera au référendum en 1963. Il s'agissait de : division des terrains agricoles, nationalisation des forêts, céder les usines étatiques aux investisseurs de secteur privé, vendre les actions des usines aux ouvriers, donner le droit de vote aux femmes et créer les armées de science. Ces propositions qu'il formulera sous le nom de la révolution Blanche, ne vont pas servir sa popularité et vont même déclencher des protestations des religieux à la tête desquels se trouvait Ayatollah Khomeini. Ce dernier ne trouvait plus d'obstacles devant ses critiques après la mort d'Ayatollah Broudjerdj qui avait entravé les activités politiques des religieux, et commença à critiquer le Chah en public, en contestant notamment le droit de vote des femmes ainsi que la division des terrains agricoles. Le mois de Moharram arrivé, l'occasion de l'anniversaire du deuil d'Imam Hussein, troisième imam des

chiites, fut crucial pour Ayatollah Khomeini qui en a pleinement profité dans ses discours pour contester le régime de Chah qui, n'ayant pas toléré ces critiques du jamais vu, a ordonné de l'arrêter le 5 juin 1963; ce qui a abouti à une série de manifestation faisant des centaines de morts. Libéré au mois d'août, Ayatollah Khomeini a continué ses critiques jusqu'au 4 novembre 1964 quand il sera arrêté puis exilé en Turquie avant de gagner l'Iraq à la suite de sa mise en question de la loi de la capitulation qui prévoyait céder le jugement des Américains faisant des délits en Iran aux autorités américaines. Il sera consécutivement en exil et passera une dernière période en France avant de diriger l'une des révolutions les plus importantes du 20^e siècle.

L'exil de l'Ayatollah Khomeini ainsi que la répression violente et sanglante du peuple, a encouragé quelques groupes à mieux organiser les mouvements de résistance à l'instar des groupes armés qui ont organisé les attentats contre quelques ministres et premiers ministres du régime de Chah. À côté du groupe *Fadayin-e Eslam* (les dévoués pour l'islam) qui était le plus ancien, se sont formés les **Conseils coalisés islamiques** (composés des bazaris et des ulémas) un peu plus pacifistes et les groupes armés comme **l'Organisation des Milices dévoués du peuple** qui a commencé ses activités en 1971, **l'Organisation des Moudjahidine du peuple iranien** (composé des étudiants membres de mouvement pour la liberté), qui commencera ses activités armées dès 1972, **Forghan** qui était contre l'intervention des religieux dans les affaires de la société. Ces deux derniers groupes vont continuer leurs activités après la révolution islamique et feront partie des oppositions organisant des attentats contre les personnalités de la République islamique. (Darabi : 99-104 & Nozari 253-267)

L'heure du monopartisme

Le Chah qui avait exalté jadis les vertus des systèmes de bipolaire en politique et avait ordonné la création des partis *Mellioun* (ensuite Iran novin) et *Mardom* pour attirer le peuple, s'est finalement rendu compte que ces partis ont perdu leur fonctionnalité. Par conséquent, il a mis en place le parti *Rastakhiz* (Résurrection) en 1975 pour centraliser toutes les activités politiques et renforcer ainsi sa position. Ce parti qui était lancé par les jeunes diplômés de science politiques des universités américaines et quelques anciens communistes a essayé de trouver une base sociale pour mieux légitimer la monarchie. Le parti a obligé des millions de gens à s'inscrire et devenir membres de parti, y compris presque tous les députés de l'assemblée. Les activités d'Etat dans le domaine économique à l'instar des interventions dans les prix, la création des grands magasins et compagnies proposant les bases de la nourriture, le contrôle des syndicats professionnels a déclenché les critiques des bazaris. De l'autre côté, les

ulémas qui avaient critiqué la création de ce nouveau parti et la répression des autres groupes politiques et leurs journaux étaient attaqués par les journaux du parti qui les considéraient comme les « réactionnaires noirs médiévaux ». (Abrahamian : 542-548)

Les débuts d'une révolution islamique

Nombre de raisons économiques, religieuses, sociologiques, politiques et même stratégique ont contribué à l'augmentation du niveau de mécontentement des gens vis-à-vis le régime du Chah. Abrahamian (*Iran Between Two Revolutions*) et Yann Richard (*L'Iran de 1800 à nos jours*) expriment bien les raisons que dépasseraient des pages.

Bref, la grande distance entre la couche aisée et la couche basse ou même moyenne de la société, l'inflation, la crise financière et les mauvaises conditions de vie des gens, la répression des activistes, religieux et intellectuels, la disparition d'une grande partie d'anciens politiciens expérimentés et la venue des jeunes conseillers flatteurs, la pression des pays étrangers surtout les États-Unis qui ne soutenaient plus aussi sévèrement qu'avant le Chah et la manque de développement politique du pays qui faciliterait le contrôle sont les raisons les plus importantes de la chute du régime du Chah. Sous la pression américaine et onusienne et en espérant recevoir l'aide financière américaine, Chah qui avait essayé vainement faire des réformes en matière de la condition des prisonniers, la liberté des journaux et en permettant l'organisation des séances de débats et de critiques via le parti *Rastakhiz* n'a certainement pas choisi une bonne méthode. À la suite de ces libertés relatives, maintes lettres de la part des intellectuels, professeurs d'universités, avocat, etc. seront adressées au Chah le critiquant de la situation, répression et manque de vraie liberté dont il se vantait devant l'opinion publique mondiale ; plus tard les journaux commenceront même à le critiquer publiquement.

Peu à peu les anciens groupes politiques comme le Front national et le Mouvement pour la liberté ont recommencé leurs activités. Les militants n'étant plus jugés dans les tribunaux militaires, étaient acquittés et continuaient le mouvement. Le déclenchement du grand mouvement, nous le retrouvons dans un article paru le 7 janvier 1978 dans le journal étatique *Etélaat* qui a accusé les ulémas notamment Ayatollah Khomeini d'être les réactionnaires noirs voulant entraver les réformes de la révolution blanche. « Détruire le mythe de Khomeini était détruire une valeur sacrée, ruiner les espoirs des humiliés et des offensés. » dit Ryszard Kapuscinski (1982 : 189-190) .

Les manifestants étant mis à feu et à sang, les protestations encouragées par Ayatollah Shariatmadari en Iran et Ayatollah Khomeini en exil continueront de ville en ville pour commémorer les martyres de Tabriz et Qom. Par des périodes de quarante jours les commémorations continuaient car à chaque fois la cérémonie était réprimée de manière

sanglante. Les événements de septembre et la fusillade du régime à la place Jaleh de Téhéran a marqué le nom de Vendredi noir dans le souvenir du pays, l'événement qui sera suivi des grèves illimitées des milliers d'ouvriers de l'industrie pétrolière et des milliers d'employés du secteur public. Plus les événements sanglants s'ensuivaient, plus la légitimité du Chah était mise en question ; désormais le peuple n'avait qu'un souhait : le départ du Chah. En novembre Sandjabi et Bazargan, les représentants du Front national, ont pu gagner Paris pour rendre visite à Ayatollah Khomeini qui venait de s'y installer. À la question lui demandant quel gouvernement allait remplacer la monarchie, ce dernier avait répondu pour la première fois « la république islamique », ainsi il avait gagné la confiance des mouvements révolutionnaires non-religieux. (Abrahamian : 612-652)

2. La Révolution islamique

Les derniers mois de l'année 1978 ont vécu les scènes des manifestations sanglantes dans tout l'Iran. Chah a nommé Bakhtiar, un jeune membre du Front national espérant ainsi contrôler la situation. Le 16 janvier 1979 le Chah a quitté l'Iran avec sa famille et le premier février Ayatollah Khomeini qui était appelé Imam Khomeini faisait déjà ses pas à Téhéran. Une dizaine de jours suffiront pour que le noyau principal de l'armée et notamment les grands généraux de l'armée de l'air prêtent serment à Imam Khomeini en même temps que le parti *Toudeh* menait un combat armé contre la brigade royale en armant les civils. « Le Guide de la Révolution » a ordonné la mise en place d'un gouvernement provisoire par Bazargan et un Conseil de révolution s'est formé autour de lui, composé des Banisadr son conseiller depuis son séjour à Paris, Bazargan, Yazdi Ghotbzadeh (les membres du mouvement pour la liberté), Ayatollah Behechti, Ayatollah Bahonar, Rafsandjani, et Bahonar, ses élèves à la grande école religieuse de Qom avant son exil. (Abrahamian : 651) Ainsi le 11 février 1979, la révolution islamique renversera 2500 ans de gouvernement monarchique.

Avec le référendum du premier avril 1979, la République islamique d'Iran s'est installée à la suite de l'une des grandes révolutions du 20^e siècle. Avec l'instauration du nouvel ordre, les groupes et les partis politiques se formeront pour arriver au pouvoir.

Ainsi les dirigeants du parti *Toudeh* dont Kianouri étaient rentrés de l'exil et ont développé leurs activités. Essayant de se montré révolutionnaire, ce parti s'est opposé à Bazargan et a essayé d'intervenir dans la question des séparatistes du Kurdistan. En 1980 le journal *Mardom*, l'organe de ce parti fut interdit. Avec l'entrée des troupes iraniennes dans le territoire iranien après avoir chassé les troupes irakiennes des villes occupées d'Iran, *Toudeh* a contesté cet avancement vu que l'Irak était soutenu par l'Union soviétique. Ce parti n'a pas pu gagner la confiance du peuple comme il l'avait avant la révolution et à la suite de la révélation

de sa cause militaire souterraine et l'espionnage de ses membres, il sera dissous en 1983 et plusieurs centaines de membres de ce parti seront emprisonnés. (Nozari : 51-52)

En 1980, l'**Organisation des Moudjahidine de la Révolution islamique** verra le jour à la suite du rassemblement de sept groupes armés qui avait combattu contre le régime de Chah, dont *Mansouroun*, *Ommat Vahedeh*, *Gorouhe tohidi Saf*, *Movahhedin*, *Badr*, *Salah*, *Falagh*. Cette organisation connaîtra une division entre droite, gauche et modéré vers 1984 et c'est ce dernier courant qui prendra la direction. Jusqu'en 1991, ce groupe n'avait pas beaucoup d'activités. C'est à ce moment-là que Behzad Nabavi de courant gauche a pris la direction et en obtenant l'autorisation du ministère intérieure a recommencé ses activités. Quant à Nozari, on peut considérer l'Organisation de Mudjahidine comme la structure politique la plus proche d'un parti politique au sens propre du terme dans l'Iran d'après la révolution. (Nozari : 268)

Bazargan le leader du Mouvement pour la liberté qui était le chef du gouvernement provisoire a démissionné après neuf mois à la suite des interventions de différents groupes non responsables. Il a donc essayé de participer aux élections législatives, résultat : 15 candidats du Mouvement pour la liberté ont pu gagner les sièges de la première assemblée en 1980, mais les activités de ce groupe n'étaient pas reconnues malgré les efforts de ses dirigeants pour obtenir l'autorisation de l'activité auprès du ministère de l'intérieur. Ils continueront pourtant leurs activités pendant les années 1990 et en 1999 ont présenté six candidats aux élections législatives. En 2000, ils vont soutenir la candidature de Khatami et par la suite une cinquantaine de membres de ce groupe seront emprisonnés et leurs activités suspendues. Fin 2009 marquera une fin provisoire voulue par les membres du groupe à leurs activités, vu le contexte du pays et l'emprisonnement du leader du groupe Ebrahim Yazdi.

Après la démission de Bazargan qui ne pourra pas se porter candidat, les élections présidentielles ont eu lieu en février 1980 et Banisadr sera élu comme premier président de la République islamique, poste dont il sera privé à la suite des événements (critiquer le premier ministre, révéler la torture dans les prisons, demander au peuple de manifester pour le soutenir) qui l'ont confronté à Ayatollah Khomeini et l'ont rapproché aux Moudjahidine du peuple critiqués sévèrement par la République islamique du fait de leurs idées marxistes. En juin 1981, il fera l'objet d'une motion de censure à l'assemblée à cause de l'incapacité de gérer la guerre et quittera le pays pour gagner Paris.

Le parti de la République islamique

L'un des partis les plus importants d'après la révolution fut le parti de la République islamique créé tout de suite après la Révolution en février 1979 par Ayatollah Beheshti assisté

de Rafsندجاني, Khameneyi, Bahonar et Moussavi Ardebili. Ce parti a pu attirer une grande partie du peuple, un million selon ses responsables et plusieurs candidats de ce parti ont pu gagner les sièges de la première assemblée. (Darabi : 162-163) Les groupes armés Moudjahidine du Peuple dont le leader, Masoud Radjavi, n'a pas pu se présenter comme candidat à l'élection présidentielle du fait qu'il n'avait pas reconnu la Constitution et *Forghan* sous influence des idées marxistes étant chassés des institutions, commenceront une série d'attentats contre les grandes personnalités de la république islamique tels les députés, les ministres, premier ministre et président de la république. Moudjahidine du peuple ont même collaboré avec Saddam contre les intérêts du pays pendant huit ans de la guerre irako-iranienne.

Ainsi lors de la séance du 28 juin 1981, le bureau de ce parti a fait l'objet d'une explosion, conçue par les Moudjahidine du peuple, qui a fait 73 morts dont le secrétaire général du parti Behechti. Bahonar prendra le relais, mais lui aussi sera assassiné dans un attentat alors qu'il était premier ministre accompagné de Radjavi, président de la république. Le parti sera alors dirigé par l'actuel guide suprême Ayatollah Khameneyi qui sera élu président de la république dans les élections anticipées. Mais les différends au sein du parti vont le condamner à la dissolution en début de juin 1987 à la suite de la création de deux courants de droite et gauche au sein du parti, premier soutenant le président et la jurisprudence traditionnelle et la seconde soutenant le premier ministre et la jurisprudence animée et la théorie qui attribuait plus de pouvoir à Imam Khomeini à qui Khameneyi et Rafsandjani, deux des fondateurs du parti, ont écrit une lettre lui demandant l'autorisation de dissoudre le parti. (Darabi : 173-180)

À la suite de cette dissolution, un autre dissentiment a eu lieu au sein de **l'Association du clergé militant**. Un groupe composé des religieux, Behechti, Motahhari, Karroubi, Moussavi Khouiniha, Nategh-e Nouri, Mahdavi Kani, et créé en 1978 qui ne se voulait pas – et ne se veut pas toujours – un parti politique mais entendait diriger la société spirituellement alors que ses membres avaient des postes et discours bien politiques. Quelques membres de ce groupe, Karroubi, Khatami, Moussavi Khouiniha, qui soutenaient le premier ministre et se disaient « de ligne d'Imam » ont formé en 1988 la **Société des clercs militants** après en avoir demandé auprès d'Ayatollah Khomeini. Avec la mort de ce dernier en juin 1989 et la succession d'Ayatollah Khamenei au poste du guide suprême, la Société des clercs militants symbolisant désormais la gauche a perdu son grand soutien et ses membres ainsi que ses sympathisants n'ont pas pu dépasser le nouvel obstacle du contrôle du Conseil des Gardiens sur les candidats qui étaient désormais effectué après la révision et la réforme de la

Constitution en 1989. Rafsandjani qui était à l'époque chef de l'assemblée se présentera comme candidat et sera élu comme président de la république.

L'heure de la reconstruction

La guerre finissant, le pays devait se remettre sur ses pieds. Les deux mandats consécutifs de Rafsandjani a permis au pays de repenser ses relations avec ses voisins et relancer l'industrie et restaurer les infrastructures, une certaine liberté relative donnera du souffle au peuple qui lassé de la guerre et la crise financière qui l'avait suivie aspirait à des changements. À la fin du deuxième mandat de Rafsandjani, quelques ministres et vice-ministres et personnalités de l'État, pour la plupart des technocrates, ont formé le parti *Kargozaran-e Sazandegi* (les agents de la construction) pour pénétrer dans l'assemblée. Mais le plus important était à venir : Mohammad Khatami un des fondateurs de la Société des clercs militants s'est présenté comme candidat à l'élection présidentielle qu'il gagnera avec 20 millions de voix, une victoire « épique » qui marquera l'histoire politique iranienne vu les « libertés civiles » et une liberté d'expression assez importante pour la presse que celle-ci ne pourra pas garder à la suite des excès. Le frère de Khatami a créé un parti nommé *Mocharekat* (coopération) pour soutenir les réformes que « le président modéré » pour l'Occident et « réformateur » pour les Iraniens allait mettre en place. Ainsi la sixième assemblée d'après la révolution, sera formée en 2000 ; nombre de partisans de Khatami et membres de ce parti (presque 60%) ont gagné les sièges et Karroubi sera le chef de l'assemblée. Mais quelques affaires d'assassinats des intellectuels, l'interdiction des journaux et l'attaque de la police à la résidence des étudiants de l'université de Téhéran vont attiser les députés qui quant à eux ils vont réagir assez radicalement. Ainsi l'occasion que la nation iranienne avait gagnée pour mettre en place des réformes que ces politiciens voulaient atteindre radicalement et très rapidement a été entravée. En 2004, avec la fin de cette législature, le contrôle du Conseil des Gardiens a encore disqualifié nombre de candidats y compris les députés de la sixième législature, ainsi le courant des « Principalistes » (*Ossoulgarayan*) aura la majorité absolue de la septième législature.

En juin 2004, à la suite de la multiplicité des candidats réformateurs, le maire de Téhéran, Ahmadinejad de tendance droite assez radicale et Rafsandjani sont arrivés au deuxième tour, et c'est ce dernier qui va échouer. Karroubi qui avait contesté le manque de soutien des réformateurs a créé le parti *Etemaad-e Melli* (confiance nationale) réunissant ainsi quelques réformateurs modérés.

Pendant ces années jusqu'en 2009, beaucoup de groupes et partis politiques d'importance moindre verront le jour mais ne sauront pas se présenter comme des vrais partis

présentant des candidats. À chaque élection, les coalitions des candidats avant l'élection se formaient et ensuite au sein de l'assemblée les fractions parlementaire prenaient le relais.

L'année 2009 était la période la plus dure pour les partis politiques iraniens qui n'étaient pas dans le pouvoir. Ayant contesté les résultats électoraux qui avaient annoncé la réélection d'Ahmadinejad au détriment de Moussavi pourtant favori des enquêtes, les membres du parti Mosharekat, du Mouvement pour la liberté, de l'Organisation des Moudjahidine de la révolution ont connu des années de prison et ces partis seront interdits d'activité. Les manifestations ont duré pendant six mois jusqu'en février où Moussavi et Karroubi, les deux candidats qui contestaient encore les résultats se sont fait emprisonner dans leur logement. L'élection de Rohani à la présidence de la république en juin 2013 devrait permettre aux partis de s'activer encore, tâche qui n'est ni facile ni réalisable d'un seul coup dans la société iranienne qui ne connaît plus les partis et cherche désormais les mythes.

Quelques conclusions

Les deux révolutions iraniennes ont été le fruit des activités des partis politiques qui ne savaient pas gérer le mouvement qui se dresserait. Il fallait attendre les figures emblématiques qui n'étaient pas membres des partis pour prendre le contrôle des mouvements à la main.

Le rôle des religieux et des grands ayatollahs était crucial pour légitimer les mouvements et les partis politiques. En effet, souvent les mouvements commençaient par les groupes politiques qui se marginalisaient ensuite derrière les figures religieuses, l'exemple le plus évident est celui de la révolution islamique dirigée à la fin par Ayatollah Khomeini.

Dans la culture iranienne qui est imprégnée par l'islam, le concept de parti n'est pas aussi bienvenu que dans les pays européens par une grande partie de l'opinion publique qui n'en connaît pas bien les vraies fonctionnalités et entend les noms seulement au moment des élections. Les deux partis étatiques pro-royalistes n'ont pu non plus attirer le peuple. Après la révolution, avec de nombreux attentats commis par certains « groupuscules armés », les partis ont perdu, pour un bon moment, leur légitimité aux yeux du peuple iranien. En plus dès les premières élections après la révolution, Ayatollah Khomeini conseillait le peuple à voter pour les gens qualifiés et non pas pour ceux qui sont membres de tel parti de droite ou tel parti de gauche.

La différence des deux révolutions iraniennes réside dans le fait que la première a ouvert la voie aux activités des partis politiques et la seconde a chassé quelques partis qui

avaient même contribué dans le mouvement révolutionnaire (*Toudeh*, Mouvement pour la liberté, Moudjahidine du peuple).

Parmi les partis politiques iraniens, le parti *Toudeh* est le plus ancien et profitait d'une forte mobilisation populaire. Il était pourtant toujours réprimé vu leurs idées et leur soutien envers l'Union soviétique : les Pahlavi étant proaméricains et la République islamique rejetant toute dépendance à l'Est ou l'Ouest. Les membres de ce parti sont toujours actifs en exil, publient des articles, ont des sites et périodiques et se nomment la gauche ouvrière d'Iran.

Et pour le dernier mot ; en Iran d'aujourd'hui, ce ne sont pas les partis qui présentent les figures, mais ce sont les figures qui arrivent au pouvoir et créent ensuite des partis pour garder le pouvoir et c'est là le problème des partis politiques iraniens...

Bibliographie :

Abrahamian, Ervand, *Iran Between Two Revolutions*, (traduit en persan par A. Golmohammadi et M. E. Fattahi) 5^e éd., Téhéran, Ney, 2000, 709 p.

Bahar, M. T., *Brève historique des partis politiques en Iran*, tome 1. Téhéran, 1979, 318 p.

Darabi, Ali, *Les courants politiques en Iran contemporains*, Téhéran, Centre de recherche pour la culture et pensée islamiques, 2009, 597 p.

Kapuscinski, Ryszard, *Le Shah* (traduit en français par Véronique Patte), Paris, Flammarion, 2010, 240 p.

Nozari, Ezatollah, *L'Histoire des partis politiques en Iran*, 2^e éd. Chiraz, Navid-e Chiraz, 2008, 448 p.

Richard, Yann, *L'Iran de 1800 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2009, 472 p.